



**SOCIÉTÉ
D'EXPLOITATION
DE LA TOUR EIFFEL**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

**ASSISTANCE, CONSEIL ET CONCEPTION DE SUPPORTS
ET D'ÉLÉMENTS GRAPHIQUES LIES À LA
SIGNALETIQUE DE LA TOUR EIFFEL**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTEXTE	4
1.1 – LA SETE.....	4
1.2 – LA SIGNALÉTIQUE DE LA TOUR EIFFEL.....	5
ARTICLE 2 - OBJET ET CARACTERISTIQUE DU MARCHÉ	5
2.1 - OBJET DU MARCHÉ	5
2.2 - FORME DU MARCHÉ	5
2.3 - DURÉE DU MARCHÉ	6
2.3.1 – DURÉE DE L’ACCORD-CADRE.....	6
2.3.2 – DURÉE PRESTATIONS COMMANDÉES PAR BONS DE COMMANDE.....	6
2.4 - DEVELOPPEMENT DURABLE	6
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	7
4.1 - STIPULATIONS GÉNÉRALES	7
4.2 - STIPULATIONS PARTICULIÈRES	7
ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES	8
5.1 - FORME ET CONTENU DES PRIX.....	8
5.1.1 - Généralités	8
5.1.2 - Prix de l’accord cadre.....	8
5.1.3 - Prix des bons de commande	8
5.1.5 - Révision des prix	8
5.1.6 - Acomptes.....	9
5.2 - RÈGLEMENT ET FACTURATION	9
5.2.1 - Emissions des factures	9
5.2.2 - Contenu des factures	10
5.2.3 - Délai de paiement	10
5.2.4 - Paiement d’entrepreneurs groupes.....	11
5.2.5 - Paiement d’un sous-traitant	11
5.2.6 - Relevé d’identité bancaire.....	12
ARTICLE 6 - CONDITIONS D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE	12
6.1 - COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	12
6.2 - REPRÉSENTATION DES PARTIES	12
6.2.1 - Représentant de la SETE	13
6.2.2 - Représentant du Titulaire.....	13
6.3 - MODALITÉS D’ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	13
6.3.1 - Attribution des bons de commande.....	13
6.3.2 - Obligation de réponse	14
6.3.3 - Délais de réponse	14
6.3.4 - Modalités de notification des bons de commande	15
6.3.5 – Sanctions du non-respect de l’engagement de réponse.....	15
6.4 - SOUS-TRAITANCE	16
6.4.1 – Transmission des dossiers de sous-traitance	16
6.4.2 – Autorisation de la de sous-traitance	16
ARTICLE 7 – MODALITES DE LIVRAISON ET DE CONTROLE QUALITE DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 8 - OBLIGATION DES PARTIES.....	19
8.1 - OBLIGATIONS DES PARTIES	19
8.1.1 - Obligation de conseil	19
8.1.2 - Obligation de résultat	19
8.1.3 - Pièces et attestations à fournir	19

8.1.4 - Assurances.....	21
8.1.5 - Langues	21
8.2 - OBLIGATIONS DE LA SETE	21
8.3 - INEXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	21
ARTICLE 9 - PENALITES.....	22
9.1 - PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES DÉLAIS D’EXÉCUTION.....	22
9.2 – PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA QUALITÉ ATTENDUE.....	22
9.3 - PÉNALITÉS ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES	22
ARTICLE 10 - RÉSILIATION	23
ARTICLE 11 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	24
ARTICLE 12 - REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	24
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE.....	24
ARTICLE 14 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLES.....	25
ARTICLE 15 - PUBLICITE COMMERCIALE.....	25
ARTICLE 16 – PROPRIETE INTELECTUELLE	26
16.1 – CESSION DE DROITS D’AUTEUR AU PROFIT DE LA SETE	26
16.1.1 – Etendue, durée et territoire de la cession	26
16.1.2 – Prix des cessions	27
16.1.3 – Droit moral.....	27
16.1.4 – Garanties.....	27
16.2 – CESSION DE DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DU SAVOIR FAIRE AU PROFIT DE LA SETE.....	28
16.2.1 – Etendue, durée et territoire de la cession	28
16.2.2 – Modalités de la cession.....	28
16.2.2 – Prix des cessions	29
16.2.3 – Garanties.....	29
ARTICLE 17 - STIPULATIONS DIVERSES	29

ARTICLE 1 – CONTEXTE

1.1 – LA SETE

La Société d'Exploitation de la tour Eiffel (SETE) est une société publique locale dont le capital est détenu à 99% par la Ville de Paris et à 1 % par la Métropole du Grand Paris.

La SETE compte environ 400 salariés et a réalisé 100 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023. En tout, ce sont près de 800 personnes qui font vivre la tour Eiffel tous les jours en comptant les salariés des sous-concessionnaires et des sous-occupants.

Le 1^{er} novembre 2017, la Ville de Paris, propriétaire de la tour Eiffel, a confié à la SETE la modernisation, l'entretien et l'exploitation du monument dans le cadre d'une nouvelle délégation de service public pour 13 ans.

L'action de la SETE s'engage avec la volonté de mettre le visiteur au cœur de ses préoccupations, et en développant un vaste programme de transformations construit autour de trois axes :

- L'amélioration de l'expérience de visite : avec l'augmentation de la vente de billets en ligne, l'élargissement du périmètre tour Eiffel aux jardins situés de part et d'autre du monument, la refonte du parcours clients (animations, visites guidées, sécurité), et la modernisation des équipements et des services proposés aux visiteurs (WIFI, etc.).
- L'entretien du monument : avec les travaux d'aménagement dont le renforcement de la sécurité et de l'accessibilité (enceinte protectrice et paysagère), réaménagement du 2^{ème} étage, et travaux d'entretien (ascenseur Nord, campagne de peinture et scintillement).
- Le renforcement du rayonnement national et international du monument : en participant aux grands événements portés par la Ville en organisant ses propres événements, en nourrissant la dimension patrimoniale de la Tour sur Internet et en animant sa communauté digitale.

Ces grands enjeux ont conduit la SETE depuis 2018 à :

- modifier l'accès au parvis du monument et créer de nouveaux cheminements d'accès à la Tour suite à l'élargissement de la concession de la SETE aux jardins latéraux et à la construction de l'enceinte protectrice en verre ;
- mener concomitamment des travaux lourds : campagne de peinture, arrêt de l'ascenseur Nord, ...
- tout en maintenant un accueil de qualité pour ses visiteurs dans ce contexte d'exploitation complexe.

Pour rappel, la tour Eiffel est inscrite aux monuments historiques depuis le 24 juin 1964 et est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1991. Enfin, **le site se situe dans un espace boisé classé.**

1.2 – LA SIGNALÉTIQUE DE LA TOUR EIFFEL

La SETE dispose déjà d'une signalétique d'orientation et d'information tant sur le monument qu'aux abords (allées cavalières), sur le parvis ainsi que dans les étages.

La SETE dispose d'une charte signalétique (en annexe) qui est en cours de refonte et sera disponible fin 2024/début 2025.

Néanmoins, des besoins complémentaires de mise à jour, adaptation, suppression, ajouts sont à réaliser régulièrement.

De plus, l'évolution des chantiers et leurs emprises, les modifications de parcours, l'exploitation au quotidien ainsi que la communication concernant les actualités et nouveautés commerciales créent régulièrement de nouveaux besoins.

ARTICLE 2 - OBJET ET CARACTERISTIQUE DU MARCHE

2.1 - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent des prestations **d'assistance, de conseil et de conception de supports et d'éléments graphiques liés à la signalétique de la tour Eiffel.**

L'ensemble des prestations attendues du marché est décrit dans le présent CCP et notamment le BPU. Ainsi, le Titulaire doit être en mesure de répondre à l'ensemble des besoins exprimés.

Le Titulaire doit également, dans tous les cas, respecter les règles, normes, décrets, et règlements en vigueur lors de la réalisation des prestations.

2.2 - FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire sans montant minimum et avec un montant maximum de 400 000 € HT, pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure des besoins de la SETE par l'émission de bons de commande en application des articles R.2162-2 al.2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Seuls les bons de commandes signés par la SETE ou son représentant pourront être exécuté par le Titulaire.

2.3 - DURÉE DU MARCHÉ

2.3.1 – DURÉE DE L’ACCORD-CADRE

L’accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de sa notification. L’accord-cadre pourra être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois, sauf dénonciation par la SETE par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) ou lettre recommandée électronique (LRE), en respectant un préavis écrit minimal de trois (3) mois avant la date d’expiration de la durée initial dudit accord-cadre.

La durée totale ne peut excéder quarante-huit (48) mois à compter de la date de notification, période de reconduction comprise. Le non-renouvellement de l’accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

Les bons de commande conclus avant le terme de l’accord-cadre doivent être exécutés.

2.3.2 – DURÉE PRESTATIONS COMMANDÉES PAR BONS DE COMMANDE

Les bons de commande attribués par la SETE précisent les délais de réalisation des prestations concernées.

Une date limite est définie par la SETE au moment de la demande de prise en charge. Les quantités de jours (jours ou demi-journées) sont définies au moment de l’émission de chaque bon de commande par la SETE.

2.4 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire favorise, dans la mesure du possible, des méthodes de travail entrant dans une démarche éco-responsable. Le Titulaire doit être sensible et à l’écoute du marché concernant des solutions ayant un impact réduit tant sur l’Homme que sur l’environnement.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de l’accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L’Acte d’engagement de l’accord-cadre (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- La charte de communication de la SETE,
- Les précisions apportées par la SETE lors de la passation de l’accord-cadre,
- Le mémoire technique remis par le Titulaire à l’appui de son offre,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l’accord-cadre.

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent accord-cadre. Le Titulaire doit respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles.

Après sa conclusion, l'accord-cadre est éventuellement modifié par :

- Les modifications de l'accord-cadre ;
- Les actes spéciaux établis dans les conditions prévues dans le présent CCP.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-dessus.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1 - STIPULATIONS GÉNÉRALES

Le présent accord-cadre concerne l'assistance, le conseil et la conception de supports et d'éléments graphiques liés à la signalétique de la tour Eiffel tant aux abords (allées cavalières), qu'à l'intérieur du périmètre de la tour Eiffel .

Le titulaire sera chargé d'assister, conseiller, concevoir et élaborer notamment des schémas/images/montages/concepts graphiques en vue de la fabrication de panneaux de signalétique, bâches, palissades ou tout autre support de communication signalétique ou d'information et d'orientation des publics.

La fabrication, la pose et la maintenance de ces éléments font l'objet d'un autre marché.

4.2 - STIPULATIONS PARTICULIÈRES

La présente mission porte sur :

- le conseil sur les projets de modifications et/ou d'ajouts signalétique ,tenant compte le cas échéant des contraintes imposées au site (espace boisé classé, demandes d'autorisations aux ABF et Inspection des sites, etc.) ; assorti de documents de présentation simulant les mises en situation (par photos/schemas et ou illustrations)
- la conception des rendus graphiques visant à faire l'objet d'une signalétique intérieure ou extérieure du monument ;
- la création d'images, logos, pictogrammes, textes.... ;
- la mise en forme de textes, images, photos... ;
- l'ensemble étant destiné à tout type de support comme des panneaux, bâches, habillages de chantiers, habillages de barrières et palissades, drapeaux, oriflammes, stickers, vitrophanies, etc... ;
- la remise des documents d'exécution en vue de la fabrication et la remise des fichiers natifs, propriétés de la S.E.T.E. ;
- la conception de supports type mobilier signalétique, cadres, principes d'accroche et de montage, etc... pourra être demandée assortie de leurs fiches techniques ;
- la rédaction de cahier des charges pour la consultation des fabricants ;
- la rédaction de guide de pose ;
- le suivi des prestataires de fabrication et pose ;
- le suivi de la pose des éléments de signalétique.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES

5.1 - FORME ET CONTENU DES PRIX

5.1.1 - GÉNÉRALITÉS

L'accord-cadre est conclu avec un montant minimum avec un montant maximum de 400 000 € HT, pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

L'accord-cadre ne comporte que des prix plafonds dans le cadre de la réponse financière qui ne pourront en tous les cas pas être dépassés dans le cadre des propositions financières au titre notamment des bons de commande.

Les prix sont exprimés en euros (€) et en valeur hors taxe (HT). Les prix sont également réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frais nécessaires à la réalisation des prestations et notamment :

- les frais de port (livraison effectuée franco de port),
- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration,
- les frais de réunions préparatoire, de réunion de restitution,
- les frais de réalisation, d'édition et de reproduction des livrables,
- les frais de facturation.

Le Titulaire devra préciser pour chaque prestation :

- les prix unitaires hors taxes,
- les taux légal de la TVA,
- les taxes parafiscales incluses.

La SETE se réserve la faculté, avant tout règlement, de demander au Titulaire de lui fournir toutes pièces justificatives ou tous renseignements qu'elle estime nécessaires.

5.1.2 - PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix sont fixés dans le BPU annexé à l'accord-cadre.

5.1.3 - PRIX DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande précisent les prix des prestations sur la base des prix de l'accord-cadre.

Le Titulaire sera ainsi rémunéré en application des quantités réellement exécutées, multipliées par les prix unitaires fixés dans le BPU.

5.1.5 - RÉVISION DES PRIX

a) Généralités

Les prix sont fermes et définitifs pour une durée d'un an à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Au-delà, ils pourront faire l'objet à la date d'anniversaire de l'accord-cadre d'une révision, une fois par an, par référence aux tarifs propres au Titulaire. Le Titulaire devra alors faire parvenir à la SETE une mise à jour du BPU.

Dans un délai de 1 mois qui suit la demande de révision de prix, la SETE informe le Titulaire de sa décision. Sans réponse de sa part dans ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

La révision des prix n'est applicable que pour les commandes non encore émises.
A noter que les prix sont révisibles à la hausse et à la baisse dans les conditions prévues par le présent article.

b) Modalités de révision des prix

La formule de révision est la suivante :

$$P = P0 * (0.15 + 0.85 * \text{Ind} / \text{Ind0})$$

Formule dans laquelle les paramètres ont la signification suivante :

- P = Montant des prix révisés à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre,
- P0 = Montant des prix figurant au mois de notification de l'année d'attribution de l'accord-cadre,
- Ind = indice révisé au mois d'application de la révision,
- Ind0 = Indice au mois de notification de l'année d'attribution de l'accord-cadre.

L'indice INSEE applicable sera le n°001565192 « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008. »

5.1.6 - ACOMPTES

Certaines prestations peuvent donner lieu à un ou plusieurs acomptes uniquement sur demande préalable du Titulaire.

Il est rappelé qu'en aucun cas la valeur d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auquel il se rapporte.

5.2 - RÈGLEMENT ET FACTURATION

5.2.1 - EMISSIONS DES FACTURES

Les factures sont établies par le Titulaire après la réception de l'intégralité des prestations figurant dans le bon de commande. Elles sont envoyées en format dématérialisée à l'adresse suivante :

factures-sete@toureiffel.paris
copie abeunardeau@toureiffel.paris ; vklahr@toureiffel.paris

5.2.2 - CONTENU DES FACTURES

Les factures doivent préciser impérativement les mentions suivantes :

- La référence de l'accord-cadre M17/2024/DIRCOM – CONCEPTION SUPPORTS ELEMENTS GRAPHIQUES
- La référence du bon de commande (CF SETXXXXXX)

Les factures afférentes au paiement des prestations doivent présenter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de facture,
- Le numéro d'identifiant unique de la facture,
- La désignation de la SETE,
- Le nom et l'adresse du Titulaire,
- Le numéro SIRET ou, à défaut, le numéro SIREN,
- Le numéro de TVA Intracommunautaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- L'adresse de facturation,
- Le référent destinataire de la commande,
- Le rappel intégral du libellé et du contenu de la prestation concernée,
- Les prix HT applicables aux prestations facturées,
- Le montant total HT et TTC,
- Le taux et le montant de la TVA ou de toutes autres taxes applicables,
- Toute autre information utile au paiement.

Sans ces informations, les factures ne pourront être réglées.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

5.2.3 - DÉLAI DE PAIEMENT

Les paiements des prestations seront effectués par virement soixante (60) jours maximum à compter de la réception de la facture à l'adresse suivante : factures-sete@toureiffel.paris

La SETE se réserve la faculté, avant tout règlement, de demander au Titulaire de lui fournir toutes pièces justificatives ou tous renseignements qu'elle estime nécessaire. La SETE se réserve également le droit de rectifier les factures erronées.

Enfin, le Titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine à l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique, sans que la SETE soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le Titulaire.

5.2.4 - PAIEMENT D'ENTREPRENEURS GROUPES

En cas de groupement conjoint, les prestations exécutées font l'objet d'un paiement sur autant de comptes qu'il y a de cotraitant constituant le groupement. Le Titulaire doit transmettre la répartition détaillée des prestations que chaque cotraitant s'engage à exécuter. Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de cotraitant à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. En l'absence de fourniture d'une répartition des paiements, les paiements se font à un compte unique ouvert au nom des cotraitants groupés ou du mandataire. Le mandataire du groupement conjoint est solidaire.

En cas de groupement solidaire, les prestations exécutées font l'objet d'un paiement sur un compte unique ouvert au nom des cotraitants groupés ou du mandataire, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre ces cotraitants et indique les modalités de cette répartition. En l'absence de fourniture d'une répartition des paiements, les paiements se font sur un compte unique ouvert au nom des cotraitants groupés ou du mandataire.

Sur simple demande de la Direction des Affaires Juridique (DAJ) de la SETE, le mandataire communique à celui-ci le protocole liant les entrepreneurs groupés.

Si l'un des cotraitants groupés est défaillant, l'entrepreneur en cause ne peut s'opposer à ce que les autres cotraitants demandent à la Direction Juridique de la SETE que les paiements relatifs aux prestations qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

Le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte final ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

5.2.5 - PAIEMENT D'UN SOUS-TRAITANT

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le Titulaire joint en double exemplaire de l'attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues à un cotraitant, pour la partie de la prestation exécutée et que SETE devra régler à chaque sous-traitant.

Si un sous-traitant du Titulaire met en demeure la SETE de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le Titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le Représentant de la SETE peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au Titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le Représentant de la SETE paie le sous-traitant et les sommes dues au Titulaire sont réduites en conséquence.

5.2.6 - RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Le Titulaire de l'accord-cadre ne doit adresser son RIB, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels, que si les références bancaires précisées à l'acte d'engagement, ou à l'acte spécial sont modifiées entre la date de signature de l'acte et celle de la demande de paiement.

Le RIB est joint par courrier avec la demande de paiement correspondante en précisant la personne et les références de l'accord-cadre concerné.

Les retards de paiement qui pourraient résulter de l'absence de fourniture de ce document seront le fait du Titulaire, ou le cas échéant des sous-traitants.

Cette modification de références bancaires peut intervenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1 - COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Les Parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception (en priorité par courrier électronique pour une meilleure réactivité).

Les décisions de la SETE qui font courir un délai sont notifiées par courrier électronique à la personne habilitée à représenter le Titulaire (ou son mandataire en cas de groupement). Tout courriel transmis par la SETE dans le cadre du présent accord-cadre est réputé réceptionné par le Titulaire à la date de son envoi par la SETE.

Enfin, les Parties se tiennent mutuellement informées, par tous moyens, à tout moment et dans les meilleurs délais, de tout événement, circonstance ou information de quelque nature que ce soit susceptible d'avoir une incidence significative sur l'exécution du présent accord-cadre.

6.2 - REPRÉSENTATION DES PARTIES

Les Parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune les interlocuteurs chargés du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des Parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu au présent accord-cadre.

6.2.1 - REPRÉSENTANT DE LA SETE

Dès la notification de l'accord-cadre, la SETE désigne un interlocuteur technique chargé de la représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement en cas de nécessité.

Cet interlocuteur a la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission. Cette personne physique dispose des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au Titulaire dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant la SETE.

6.2.2 - REPRÉSENTANT DU TITULAIRE

La bonne exécution des prestations prévues au présent accord-cadre est confiée à la responsabilité du Titulaire.

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne un directeur artistique/chef de projet dédié à la SETE afin qu'il soit l'interlocuteur privilégié. Ainsi il confirme le nom, les titres et les coordonnées professionnelles de son représentant chargé du suivi et de la coordination de l'exécution de l'accord-cadre. Ce dernier doit être en mesure de répondre aux sollicitations de la SETE dans un délai quasi-immédiat et est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le Titulaire. Il est responsable de la bonne coordination de l'équipe dédiée ainsi que de la qualité d'exécution des prestations commandées par la SETE.

Le Titulaire doit communiquer à la SETE le numéro de ligne directe d'un interlocuteur référent si l'interlocuteur privilégié n'est pas joignable.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire en avise sans délai le représentant de la SETE et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouvel interlocuteur privilégié.

Ces informations doivent être transmises par mail dans un délai de 48h à compter de la notification de l'accord-cadre à tous les interlocuteurs désignés par la SETE au démarrage de celui-ci.

En cas de groupement d'entreprises, toute notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Enfin, le mandataire ou le Titulaire est seul habilité à présenter les factures ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

6.3 - MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

6.3.1 - ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre s'exécutera au fur et à mesure des besoins de la SETE par l'émission de bons de commande en application des articles R.2162-2 al.2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Seuls les bons de commande notifiés par la SETE ou son représentant peuvent être exécutés par le Titulaire.

De façon très exceptionnelle, la SETE se réserve la possibilité de recourir à des services d'autres prestataires que les titulaires, c'est-à-dire des prestataires extérieurs à l'accord-cadre conclu, sans que le Titulaire ne puisse réclamer une quelconque indemnisation pour des raisons :

- De continuité de service si les Titulaires ne sont pas en mesure de respecter les commandes et notamment dans les délais impartis ;
- Artistiques si la conception initiale a été effectuée par un prestataire extérieur à l'accord-cadre.

6.3.2 - OBLIGATION DE RÉPONSE

Préalablement à l'émission de bons de commande, la SETE se rapprochera du Titulaire pour lui communiquer les caractéristiques des prestations qu'elle entend lui confier et obtenir un devis. Le Titulaire, à réception du ou des documents, confirme à la SETE la bonne réception.

Ainsi, le Titulaire fournira un devis et ses délais pour l'exécution des prestations qui sera ensuite validé par la SETE.

Les prix de chaque devis sont établis sur la base du BPU.

6.3.3 - DÉLAIS DE RÉPONSE

En cas de sollicitation, la SETE communique dans sa demande de prise en charge de la prestation la nature de l'intervention :

- Un délai dit « normal » correspondant au processus suivant :
 - Dans un délai de 2 jours maximum suite à la saisine de la SETE, le Titulaire doit communiquer le temps prévu pour chaque prestation ainsi que le délai d'exécution qu'il propose.
 - La SETE doit valider cette proposition sous 5 jours maximum.
- Un délai dit « urgent » correspondant au processus suivant :
 - Dans un délai de 6h maximum à compter de l'expression du besoin de la SETE, le Titulaire doit communiquer le temps prévu pour chaque prestation ainsi que le délai d'exécution qu'il propose.
 - La SETE doit valider cette proposition sous 24h maximum.

Ainsi, compte tenu des délais souvent très contraints, **le Titulaire adoptera une organisation renforcée, réactive et performante afin d'assurer une prise en main optimale des prestations.**

Il est à noter que le respect des délais d'exécution des prestations est une contrainte prépondérante du présent accord-cadre.

Durant les phases de rendus des éléments demandés, des rendez-vous, voire des réunions quotidiennes (avec compte-rendu à la charge du Titulaire) seront nécessaires. Une mobilisation en temps de personnes et de moyens est indispensable.

Enfin, dans d'autres cas, la SETE peut émettre directement un bon de commande auprès du Titulaire.

6.3.4 - MODALITÉS DE NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont émis par le représentant de la SETE et notifié au Titulaire par tout moyen permettant d'établir une date certaine (message électronique, courrier...) comportant toutes les informations utiles, soit au minimum l'ensemble des éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre **(M17/2024/DIRCOM)** ;
- le contenu de la (des) prestations (s) commandée(s) ;
- la (ou les) date(s) contractuelle(s) de commencement et de fin d'exécution ;
- le (ou les) délai(s) d'exécution, le cas échéant, découpé(s) par phases ;
- le prix à partir du BPU (HT et TTC) ;
- et toute mention utile à la bonne exécution des prestations.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion ;

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à la SETE.

6.3.5 – SANCTIONS DU NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT DE RÉPONSE

Sans préjudice de la mise en œuvre des sanctions visées ci-dessous, le Titulaire sera en tout état de cause automatiquement redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros, dans les cas suivants :

- Absence de réponse dans les délais impartis ;
- Si la SETE constate le caractère manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable ;
- En cas de remise d'offres qualitativement inférieurs à l'offre indicative remise lors de l'accord-cadre ou d'anomalies de prix.

La SETE se réserve également la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre pour faute.

6.4 - SOUS-TRAITANCE

6.4.1 – TRANSMISSION DES DOSSIERS DE SOUS-TRAITANCE

Les dossiers de sous-traitance sont transmis simultanément à la Direction opérationnelle du projet, ainsi qu'à la Direction des Affaires Juridiques à l'adresse mail suivante : marches@toureiffel.paris.

6.4.2 – AUTORISATION DE LA DE SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de la commande, sous réserve de l'acceptation expresse de chaque sous-traitant par la SETE et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. La sous-traitance de la totalité de la commande est interdite. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce qu'il n'est pas autorisé à sous-traiter l'une quelconque des prestations objet de la commande avant que notification lui soit faite par la SETE.

Le Titulaire reste personnellement responsable de la bonne exécution de la prestation par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants. Toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputé au Titulaire et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale Titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le Titulaire est le seul responsable des prestations effectuées par les éventuels sous-traitants et des dégâts ou dommages qui pourraient être causés par ceux-ci.

Tout sous-traitant occulte dûment constaté par la SETE donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de sous-traitant dans un délai franc défini dans ladite mise en demeure.

Si cette mise en demeure reste infructueuse, la SETE pourra notifier sa décision de résilier la commande pour faute aux frais et risques de l'entreprise principale Titulaire, conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le Titulaire remet contre récépissé de la SETE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration (acte spécial fourni en annexe de l'Accord-cadre ou DC4 téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le dossier de candidature du sous-traitant présenté à l'agrément de la SETE devra obligatoirement contenir, en sus du projet d'acte spécial, les éléments suivants :

- Les attestations d'assurances en cours de validité ;
- Un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires des caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intérimaires ;
- Une inscription au Registre du commerce et des sociétés de moins de 3 mois ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le sous-traitant. Si le signataire des pièces est habilité de droit à engager la société, il peut fournir : les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si le signataire agit en vertu d'une délégation de pouvoir, il devra fournir une délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société ;
- Une attestation fiscale délivrée par les administrations et organismes compétents visées par l'arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ;
- Une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf en application de l'article L 243-15 du Code de la sécurité sociale, datant de moins de 6 mois (sous traitance supérieure à 5000 euros HT, montant global de la prestation même si celle-ci fait l'objet de plusieurs paiements ou facturations), téléchargeable sur le site : <https://www.urssaf.fr/portail/home/employeur/declarer-et-payer/obtenir-une-attestation/attestation-de-vigilance.html>, et la copie de la vérification de l'authentification URSSAF à l'aide du code d'authentification ;
- Un certificat de l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code (à partir de 20 salariés) ;
- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail (emploi des travailleurs handicapés) ;
- Un dossier de références professionnelles, le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices, les effectifs des 3 dernières années ainsi que le pourcentage d'encadrement, les moyens matériels, une indication des titres d'études et professionnels ainsi que les attestations de compétence et de formations prévues par l'accord-cadre ;
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Un RIB.

Le Titulaire transmet également une copie du contrat de sous-traitance ainsi que ses avenants éventuels, ainsi qu'une traduction en français, si le maître d'ouvrage lui demande.

Si le sous-traitant est présenté en même temps que l'offre, la notification de la commande vaut acceptation et agrément des conditions de paiement. Si le sous-traitant est présenté en cours d'exécution du contrat, le Titulaire devra obtenir de la SETE l'accord express de l'acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

ARTICLE 7 – MODALITES DE LIVRAISON ET DE CONTROLE QUALITE DES PRESTATIONS

Le Titulaire doit répondre aux attentes de la SETE définie dans le CCP et en amont au moment du brief de chaque projet.

La SETE doit être sollicitée au cours de la réalisation/conception pour vérifier la bonne orientation des éléments partiels remis. Ces étapes de validation seront définies en amont dans les briefs en fonction des sujets.

Le Titulaire peut être amené à retravailler le projet à compter de la décision prise après la transmission des éléments partiels et/ou définitifs.

La livraison par le Titulaire s'effectue par le même biais que l'envoi des demandes, c'est à dire par mail à la SETE.

Ainsi, pour valider le projet faisant l'objet d'un bon de commande, la SETE dispose de 5 jours ouvrés pour :

- Accepter le livrable (décision d'admission),
- Accepter le livrable en l'état (décision d'admission avec réfaction) ; si la SETE accepte en l'état le livrable malgré des défauts constatés (mauvaise qualité) alors une réfaction proportionnée sera demandée,
- Demander des corrections, dans un délai fixé par la SETE (décision d'ajournement).
- Le refuser (décision de rejet).

Ainsi, le Titulaire garantit, d'une part, que les prestations de cet accord-cadre sont réalisées conformément aux normes du secteur, aux lois et réglementations applicables et, d'autre part, que les livrables sont conformes aux spécifications, dessins, échantillons et descriptions de l'accord-cadre (et notamment tout bon à tirer validé par la SETE) ; conformes à l'utilisation à laquelle ils sont normalement destinés ; et propres à tout usage porté à la connaissance du Titulaire de l'accord-cadre.

Enfin, les prestations qui ne satisfont pas l'ensemble des exigences prévues par le présent CCP sont considérées comme défectueuses et feront par conséquent l'objet d'une décision de rejet. Dans le cas où la SETE rejette une prestation et sans porter atteinte à tout autre droit de la SETE, elle a le droit, aux frais et risques du Titulaire, mais à son choix, d'imposer au Titulaire :

- d'exécuter de nouveau les prestations dans les conditions prévues à l'accord-cadre ; et/ou
- de prendre à sa charge les frais supplémentaires d'exécution des prestations par la SETE ou par un contractant remplaçant engagé aux fins d'exécuter les prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard.

ARTICLE 8 - OBLIGATION DES PARTIES

8.1 - OBLIGATIONS DES PARTIES

8.1.1 - OBLIGATION DE CONSEIL

Dans le cadre d'une amélioration continue des prestations, le Titulaire devra conseiller la SETE afin d'optimiser et de faire évoluer les documents en lien avec l'objet de l'accord-cadre. La SETE souhaite notamment que le Titulaire soit force de conseil en matière de conception de supports et d'éléments graphiques ainsi que des moyens à mettre en œuvre pour en optimiser l'efficacité.

8.1.2 - OBLIGATION DE RÉSULTAT

La SETE est attachée à la qualité des prestations. A ce titre, le Titulaire doit garantir la qualité des prestations figurant au BPU.

Le Titulaire garantit qu'au titre de l'obligation de résultat, les prestations seront assurées de manière professionnelle, efficace et rapide sur la base des normes les plus strictes de diligence et les pratiques en vigueur dans le secteur et le cas échéant conformément à tout accord des parties sur les critères de qualité applicables. Aucune limitation ou exclusion de responsabilité n'est acceptée par la SETE.

8.1.3 - PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR

a) Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du Code du travail)

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à adresser à l'adresse électronique suivante : marches@toureiffel.paris

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues au présent CCP.

b) Dispositif de vigilance (Article D 8222-6 du Code du travail)

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, la SETE peut, après mise en demeure du Titulaire :

- *appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 200 euros par jour d'infraction.*

Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximum de 15 jours.

- ou résilier l'accord-cadre sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues au présent CCP.

c) Salariés étrangers

Doit être fournie tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, en application de l'article D 8254-2 du Code du travail la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail, pour les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Cette liste précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

d) Salariés détachés

En cas de détachement, les documents suivants sont à fournir :

- Une copie de la déclaration de détachement à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, accessible sur : <https://www.sipsi.travail.gouv.fr/SipsiCasFo/login?service=https%3A%2F%2Fwww.sipsi.travail.gouv.fr%2FSipsiFO> ;
- Une copie du document désignant le représentant de l'entreprise en France chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail pendant la durée de la prestation.
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

L'employeur implanté à l'étranger doit désigner un représentant en France par écrit, en français, en indiquant :

- Noms, prénom, date et lieu de naissance ;
- Adresse électronique et postale en France ;
- Acceptation par l'intéressé de sa désignation ;
- Durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement ;
- Le lieu de conservation des documents.

À défaut de remise de la déclaration de détachement, dans le cas où une déclaration subsidiaire de détachement doit être effectuée par la SETE, une pénalité par jour de retard sera applicable.

8.1.4 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et matériels, causés à la SETE, ou aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

Il doit produire, à la demande de la SETE, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. En tout état de cause, la garantie doit être suffisante ; elle doit être illimitée pour les dommages corporels. Le Titulaire s'engage à informer expressément la SETE de toute modification de son contrat d'assurance.

La non-présentation d'une attestation d'assurance, ou la présentation d'une attestation expirée pourra entraîner la résiliation du marché au tort du Titulaire.

8.1.5 - LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, y compris les factures, doivent être rédigés en français ou, le cas échéant, accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

8.2 - OBLIGATIONS DE LA SETE

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le Titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, la SETE s'engage à :

- Assurer au Titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- Mettre le Titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard.

8.3 - INEXÉCUTION DES PRESTATIONS

Si le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions du bon de commande, la SETE le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si le Titulaire ne s'exécute pas dans ce délai à compter de la date de mise en demeure, la SETE pourra, sous réserve d'en notifier le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception :

- Suspendre l'exécution de tout ou partie de ses obligations au titre du bon de commande ;
- Recourir à un tiers pour poursuivre les prestations aux frais et risques du Titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du bon de commande, résultant de la poursuite de l'exécution est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas ;

- Résilier la commande de plein droit en respectant un préavis d'un (1) mois si ledit manquement persiste, sans préjudice du droit de réclamer au Titulaire des dommages et intérêts.

ARTICLE 9 - PENALITES

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes sans préjudice d'une possibilité de résiliation aux torts du Titulaire :

9.1 - PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas les délais impartis, dans l'exécution de tout ou partie des prestations qui lui sont confiées, des pénalités de retard pourront être appliquées.

Le Titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard. Le décompte de celles-ci commencera à compter de l'expiration du délai contractuel d'exécution, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure ou un avertissement écrit.

Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de l'obligation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité ; il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de cette pénalité.

Dans le cas où le montant de ces pénalités se révélerait insuffisant pour compenser les frais directs ou indirects causés par le retard, la SETE se réserve le droit de réclamer éventuellement des dommages et intérêts en sus.

Les pénalités seront déduites du montant restant dû ou de la prochaine facture.

9.2 – PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA QUALITÉ ATTENDUE

Le Titulaire doit également répondre aux attentes de la SETE définie en amont du bon de commande.

Ainsi, si le Titulaire ne respecte pas l'organisation proposée dans son offre, une pénalité de 5 % du montant HT du bon de commande est applicable, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure ou un avertissement écrit.

9.3 - PÉNALITÉS ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour la SETE de résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre tel que défini dans le présent CCP, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les obligations définies au présent CCP, la SETE peut, par lettre recommandée électronique (LRE) ou lettre recommandée avec accusé réception (LRAR), mettre le Titulaire en demeure d'avoir à y remédier.

Le Titulaire aura quarante-huit (48) heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure pour remédier à ses obligations.

Si, à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer ses obligations, la SETE peut pourvoir à cette défaillance aux frais et aux risques du Titulaire.

De plus, la SETE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

Par ailleurs, les pénalités évoquées au présent CCP continuent de s'appliquer pendant la période où la SETE assume les obligations à la place du Titulaire.

Si la carence du Titulaire se prolonge plus de sept (7) jours, la SETE est en droit de résilier l'accord-cadre de plein droit.

En cas de faute réitérée par le Titulaire, la résiliation de l'accord-cadre peut être notifié par la SETE par LRE ou LRAR, après mise en demeure restée infructueuse pendant 7 jours calendaires.

En cas de défaillance des conditions de service, la SETE se réserve le droit de mettre en demeure le Titulaire de supporter toutes les dépenses rendues indispensables pour garantir les niveaux de services exigés par cet accord-cadre et ce pour toute la durée nécessaire à la SETE afin de procéder à la mise en place d'un nouvel accord-cadre. Les dépenses supplémentaires seront aux frais et risques du Titulaire défaillant jusqu'à exécution du nouvel accord-cadre nécessaire à la réalisation des prestations.

Par ailleurs, l'accord-cadre est résilié aux torts exclusifs du Titulaire lorsque le Titulaire refuse de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

Le présent accord-cadre étant conclu sans engagement sur un montant minimum, le Titulaire de l'accord-cadre n'a droit à aucune indemnité en cas de résiliation.

Enfin, la SETE peut résilier l'accord-cadre sans mise en demeure préalable pour motif d'intérêt général, notamment si l'intensité de la concurrence lors des mises en concurrence est insuffisante.

ARTICLE 11 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la SETE par le Titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

La SETE adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 12 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution, ni à suspendre cette exécution et ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les contestations qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par les dispositions, tout règlement de litige sera porté devant le Tribunal compétent de Paris et seul le droit français sera applicable.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE

Toutes les informations ou renseignements commerciaux, juridiques, financiers, comptables, personnels, logistiques ou autres concernant les locaux, les activités et le personnel de la SETE auxquelles le Titulaire, ses représentants ou son personnel aura accès soit avant la notification du marché soit au cours de l'exécution du présent marché sont considérées comme confidentielles.

Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par tous ses collaborateurs et est responsable de toutes les conséquences dommageables qui pourraient, même indirectement, résulter de l'inobservation par l'un d'entre eux de cette disposition.

En outre, il s'interdit, tant pour lui-même que pour ses collaborateurs et sous-traitants, de divulguer tous renseignements obtenus sur la SETE

Toutes les mesures seront prises par le Titulaire pour respecter cet engagement pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de 5 ans à compter de son expiration quel qu'en soit la cause.

ARTICLE 14 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLES

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe à la SETE d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de prestations spécifiques de traitement de données personnelles confiées au Titulaire.

Toutefois, chaque partie à l'accord-cadre, pour ce qui la concerne, peut être conduite à la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles et la constitution d'un fichier.

A cet égard, la partie responsable de la mise en œuvre de tels traitements se conformera au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à toutes dispositions législatives en vigueur. Aucune des parties ne pourra être tenue pour responsable d'un traitement mis en œuvre par l'autre.

En particulier, la SETE en sa qualité de pouvoir adjudicateur, ne pourra être considérée comme ordonnatrice de quelque traitement de données personnelles que ce soit, mis en œuvre à la seule initiative du Titulaire de l'accord-cadre, de l'un de ses sous-traitant, ou cotraitants, sous couvert d'un besoin de collecte d'informations pour la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 15 - PUBLICITE COMMERCIALE

Le Titulaire s'interdit de faire référence dans ses documents internes ou externes à toute prestation effectuée sur la tour Eiffel, sauf accord préalable écrit sur le principe et le contenu du projet entrepris.

Le Titulaire s'engage à respecter la charte de communication de la SETE.

Aussi, pour rappel, il est formellement interdit de réutiliser les prestations commandées par la SETE pour d'autres clients y compris indirectement, sauf autorisation de la SETE.

Toute diffusion de références de prestations ou de prestations effectuées pour la SETE sur un support de communication (ex : un site internet) quel qu'il soit nécessite une autorisation de la SETE.

Enfin, des droits de propriété intellectuelle s'appliquent lorsque l'image ou la vidéo de la tour Eiffel éclairée de nuit est utilisée.

ARTICLE 16 – PROPRIETE INTELECTUELLE

Le terme « Créations/Conception » : désigne l'ensemble des travaux fournis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre tels que visés dans le présent CCP et notamment : les dessins, les représentations graphiques, les illustrations, les photographies, les logos, les images, les pictogrammes, les textes, les mobiliers signalétiques, les supports de montages, les principes d'accroche et les cadres.

La SETE devient seule propriétaire des Créations et des droits de propriété intellectuelle y afférents dans les conditions qui suivent.

Le Titulaire s'engage à fournir à la SETE les fichiers sources de toute création effectuée pour la SETE.

16.1 – CESSION DE DROITS D'AUTEUR AU PROFIT DE LA SETE

16.1.1 – ETENDUE, DURÉE ET TERRITOIRE DE LA CESSION

Le Titulaire de l'accord-cadre, cède à la SETE, à titre exclusif, conformément à l'article L131-3 du Code de la propriété intellectuelle, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux Créations à compter de la signature de l'acte d'engagement par le prestataire, titulaire du marché et pour toute la durée de protection des droits patrimoniaux attachés aux Créations du prestataire, titulaire du marché,, pour un territoire étendu au monde entier et pour toute destination et usage qu'entend en faire la SETE pour les besoins de ses activités.

Les droits patrimoniaux cédés à la SETE comprennent notamment le droit de reproduction, le droit d'adaptation, le droit de représentation, des Créations dans les conditions suivantes :

❖ Cession du droit de reproduction

Les Créations pourront être librement reproduites par la SETE à l'identique, à la même échelle ou non, sans limitation de nombre, en tout ou partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux, connus ou inconnus, tant actuels que futurs, sur tous objets et tous supports, notamment sur : tout support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, Internet, les sites Web, les publications électroniques et non-électroniques, les produits dérivés, les affiches, les photographies, les supports numériques (CD, DVD, CD-Rom, DVD-Rom, clés et ports

USB), les moniteurs, les écrans, les téléviseurs, les décodeurs, les téléphones, les fax, les modems, les télécommandes, les organiseurs, les assistants personnels (PDA), les micro-ordinateurs, les interfaces, les logiciels et les programmes enregistrés.

❖ Cession du droit de représentation

Les Créations pourront être représentées en public, en tout ou partie, en tous lieux privés ou publics, par tous procédés de communication, actuels ou futurs, notamment dans le cadre de présentations publiques, de manifestations événementielles, de conférences ou colloques, de télédiffusion sous toutes ses formes, de diffusion télématique, de diffusion Internet, de publications (électroniques et imprimées), diffusion audiovisuelle, télévisuelle, radiophonique, photographique, cinématographique, numérique, holographique, par voie d'affichage.

❖ Cession des droits d'adaptation et de modification

Les Créations peuvent faire l'objet de modifications et d'adaptations, notamment sous forme de produits dérivés (merchandising).

Les Créations pourront être reproduites ou représentées, après modification ou adaptation d'un de leurs éléments quelconques, notamment sous forme de produits dérivés (merchandising).

Dans ce cas, un accord sera formalisé avec le Titulaire de l'accord-cadre concerné afin d'établir une tarification proportionnelle si une vente des produits dérivés est envisagée.

16.1.2 – PRIX DES CESSIONS

Les cessions susvisées des Créations sont consenties au profit de la SETE.

La nature et les conditions de l'exploitation des Créations conduisent à faire application de l'exception prévue à l'article L 131-4 4° du Code de la Propriété Intellectuelle qui s'applique donc au présent accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre recevra un prix forfaitaire et définitif pour la cession des droits patrimoniaux portant sur les Créations ; ce prix forfaitaire et définitif sera intégré par les prestataires eux-mêmes dans la proposition financière énoncée dans le BPU.

16.1.3 – DROIT MORAL

Les droits moraux portant sur les Créations restent acquis Titulaire de l'accord-cadre.

Toute exploitation des Créations sera faite dans le respect des droits moraux du prestataire, Titulaire de l'accord-cadre.

16.1.4 – GARANTIES

Le Titulaire de l'accord-cadre déclare et garantit à la SETE qu'il détient l'intégralité des droits d'auteur attachés aux Créations et/ou qu'il s'est fait préalablement céder tous les éventuels droits d'auteurs détenus par des tiers.

Le Titulaire de l'accord-cadre déclare notamment et garantit avoir obtenu tous les accords nécessaires de la part de ses employés, sous-traitants, prestataires et toute autre entité concernée, lui permettant de céder les droits d'auteur sur les Créations.

Le Titulaire de l'accord-cadre garantit la SETE que les présentes cessions ne portent pas atteinte aux droits de tiers, quels qu'ils soient, et d'une manière générale, que rien ne peut faire obstacle à la libre exploitation des droits d'auteur cédés à la SETE ; dans le cas où une contestation portant sur les droits d'auteur portant sur les Créations, serait émise par un tiers, le prestataire, titulaire du marché, s'engage à apporter à la SETE, à sa première demande, tout son appui judiciaire et à supporter l'ensemble des coûts liés à toutes réclamations, tous litiges et/ou à une éventuelle action judiciaire qui pourrait résulter de ladite contestation.

16.2 – CESSION DE DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DU SAVOIR FAIRE AU PROFIT DE LA SETE

16.2.1 – ETENDUE, DURÉE ET TERRITOIRE DE LA CESSION

La SETE est titulaire de tous les droits de propriété industrielle qui pourraient naître dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre par le Titulaire de l'accord-cadre et portant sur les Créations, autres que les droits d'auteurs mentionnés au CCP, et couvrant notamment les dessins et modèles, les marques et les brevets attachés aux Créations ; la SETE est titulaire desdits droits pour l'ensemble des territoires qu'ils couvrent et pour toute la durée de leur protection à compter de la signature de l'acte d'engagement par le Titulaire de l'accord-cadre.

La SETE est en outre titulaire du savoir-faire utilisé et/ou nécessaire pour la réalisation et la mise en oeuvre des Créations ; le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à préserver la confidentialité des éléments compris dans ce savoir-faire et à s'abstenir de divulguer ces éléments confidentiels à tout tiers, directement ou indirectement, notamment via ses employés ou sous-traitants.

16.2.2 – MODALITÉS DE LA CESSION

Si les Créations sont couvertes par des titres de propriété industrielle déposés par le Titulaire de l'accord-cadre, avant, pendant ou après la conclusion de l'acte d'engagement par celui-ci, ces titres sont cédés à la SETE ; le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à effectuer toutes les démarches nécessaires pour le maintien de ses droits de propriété industrielle attachés aux Créations, jusqu'à leur cession à la SETE.

Si les Créations ne sont pas couvertes par des titres de propriété industrielle déposés par le Titulaire de l'accord-cadre, avant, pendant ou après la conclusion de l'acte d'engagement par celui-ci, la SETE se réserve le droit de déposer de tels titres à son nom, à tout moment et pour les territoires de son choix.

Le Titulaire de l'accord-cadre informera la SETE de toute démarche de dépôt de titres de propriété industrielle en relation avec les résultats des prestations requises dans le cadre du présent marché, qu'il aurait pu ou pourrait entreprendre avant, pendant ou après la conclusion de l'acte d'engagement.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'interdira de déposer des titres de propriété industrielle sur les Créations, à son nom, postérieurement à la conclusion de l'acte d'engagement du présent accord-cadre, sans l'accord préalable écrit de la SETE.

16.2.2 – PRIX DES CESSIONS

Le prix des cessions des droits de propriété industrielle et du savoir-faire attachés aux Créations, sont compris dans le montant forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement

16.2.3 – GARANTIES

Le Titulaire de l'accord-cadre déclare et garantit à la SETE qu'il détient l'intégralité des droits de propriété industrielle (et notamment les dessins et modèles, les marques et les brevets) attachés aux Créations et/ou qu'il s'est fait préalablement céder tous les éventuels droits de propriété industrielle éventuellement détenu par des tiers.

Le Titulaire de l'accord-cadre déclare notamment et garantit avoir obtenu tous les accords nécessaires de la part de ses employés, sous-traitants, prestataires et toute autre entité concernée, lui permettant de céder ses droits de propriété industrielle sur les Créations.

Le Titulaire de l'accord-cadre garantit la SETE que les présentes cessions ne portent pas atteinte aux droits de tiers, quels qu'ils soient, et d'une manière générale, que rien ne peut faire obstacle à la libre exploitation des droits de propriété industrielle cédés à la SETE ; dans le cas où une contestation portant sur les droits de propriété industrielle attachés aux Créations, serait émise par un tiers, le prestataire, titulaire du marché, s'engage à apporter à la SETE, à sa première demande, tout son appui judiciaire et à supporter l'ensemble des coûts liés à toutes réclamations, tous litiges et/ou à une éventuelle action judiciaire qui pourrait résulter de ladite contestation.

ARTICLE 17 - STIPULATIONS DIVERSES

Toute condition générale de l'une ou l'autre des Parties figurant dans des documents envoyés à l'une ou l'autre des Parties est expressément exclue du présent accord-cadre.

Si une ou plusieurs stipulations de l'accord-cadre étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles par une décision d'une loi, d'une réglementation ou décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations de l'accord-cadre conserveront leur force et leur portée, et les Parties remplaceront la clause non valide par une disposition dont le contenu s'en rapprochera le plus.